



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

L'Ombudsman publie le premier rapport annuel de son nouveau mandat

Le mercredi 2 novembre, l'Ombudsman Paul Dubé a fait paraître son Rapport annuel 2015-2016. Ce rapport dresse le bilan des activités de notre Bureau durant cette dernière année financière et fait le point sur les faits marquants des six mois suivants. C'est aussi le premier rapport annuel qui couvre l'élargissement de notre surveillance aux municipalités, aux universités et aux conseils scolaires.



Avec une signature graphique complètement nouvelle, ce rapport présente les faits saillants des 22 118 cas que nous avons reçus au sujet de plus de 1000 organismes du secteur public actuellement placés sous notre surveillance, ainsi que des mises à jour sur notre règlement proactif de divers problèmes et sur nos principales enquêtes systémiques.



NOVEMBRE 2016

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10^e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



RÉUNIONS À HUIS CLOS

[Ville de Niagara Falls](#)

Exposés de cas

«Un détenu s'est plaint d'être resté incarcéré plusieurs jours après être devenu admissible à une libération conditionnelle, car aucune audience n'avait été prévue pour lui à cet égard. Il avait signé un formulaire de consentement pour retarder son audience après sa date d'admissibilité à une libération conditionnelle, mais uniquement parce qu'on lui avait dit que la Commission des libérations conditionnelles ne pouvait pas intervenir plus tôt. À la suite de ce cas, la Commission a éliminé le formulaire de consentement pour garantir la tenue d'audiences avant la date d'admissibilité des détenus, conformément à la loi.»

- Rapport annuel 2015-2016 de l'Ombudsman de l'Ontario, p. 21



- › [Lisez le Rapport annuel 2015-2016](#)
- › [Regardez la conférence de presse du Rapport annuel](#)

Dans les nouvelles

- › [L'ombudsman préoccupé par le transport scolaire et le cas d'Adam Capay \(Ici Ontario\)](#)
- › [Rapport ombudsman: le Bureau des obligations familiales ciblé \(#ONfr\)](#)
- › [Le Bureau des obligations familiales génère de la grogne en Ontario \(La Presse\)](#)

Une aide nouvelle, dans le sillage du rapport de l'Ombudsman : Élargissement de Stop aux abus

Le 16 novembre, le gouvernement de l'Ontario [a annoncé l'expansion de Stop aux abus](#), service de téléphone et de courriel pour signaler les mauvais traitements constatés ou soupçonnés subis par des adultes ayant une déficience intellectuelle. Cette expansion s'inscrit en partie dans la réponse apportée par la province au rapport d'enquête de l'Ombudsman sur les services aux adultes ayant une déficience intellectuelle, en situation de crise. Ce rapport, intitulé [Dans l'impasse](#), est paru le 24 août.

L'une des 60 recommandations de l'Ombudsman Paul Dubé – qui ont toutes été acceptées – était que le ministère des Services sociaux et communautaires mette en place un système d'intervention d'urgence pour aider les adultes ayant une déficience intellectuelle à obtenir une aide en dehors des heures ouvrables normales.

Depuis la parution de notre rapport, nous avons reçu quelque 67 nouvelles plaintes concernant des personnes atteintes d'une déficience intellectuelle, en situation de crise. Notre personnel continue de les aider, elles et leur famille, cas par cas.

- › [Lisez le communiqué de presse sur Stop aux abus, du gouvernement de l'Ontario](#)
- › [Lisez le rapport de l'Ombudsman, Dans l'impasse](#)

L'Ombudsman a conclu que le Conseil de la Ville de Niagara Falls avait enfreint les exigences des réunions publiques en votant à huis clos pour allouer 10 millions \$ à une proposition de partenariat avec un établissement postsecondaire.

[Lisez la lettre.](#)

Ville de Grimsby

L'Ombudsman a conclu que le Conseil de la Ville de Grimsby avait enfreint la *Loi sur les municipalités* en discutant à huis clos d'une société contrôlée par la municipalité, le 2 mai 2016.

[Lisez la lettre.](#)

LIAISON

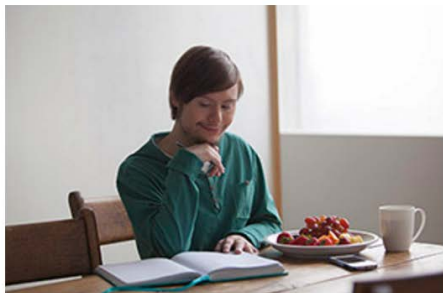
Novembre a été un mois bien rempli sur le plan des événements et des activités de liaison, avec notamment une invitation à prendre la parole à la [Conférence mondiale biennale de l'Institut international de l'Ombudsman](#), à Bangkok en Thaïlande. L'Ombudsman Paul Dubé a fait une présentation sur la manière dont notre Bureau a mis en œuvre son nouveau mandat élargi. Il a aussi été nommé nouveau président régional pour l'Amérique du Nord à l'IIO.



L'Ombudsman s'est aussi rendu à Ottawa pour une allocution au [Forum canadien des ombudsmans](#) sur les recommandations faites par notre Bureau en vue d'améliorer les processus d'isolement dans les prisons de l'Ontario. En mai, l'Ombudsman a recommandé que la province abolisse l'isolement de

Qu'est-ce que Stop aux abus ?

Stop aux abus est une ligne téléphonique et une adresse électronique vous permettant de signaler les mauvais traitements ou la négligence (constatés ou soupçonnés) subis par **des adultes ayant une déficience intellectuelle**.



Dans les nouvelles

- [Use ReportON to report abuse of adults with developmental disabilities \(City Centre Mirror\)](#)

L'enquête sur le transport scolaire se poursuit

Le 26 septembre, l'Ombudsman Paul Dubé a annoncé une enquête systémique sur les problèmes de transport scolaire dans le Conseil scolaire de district de Toronto et le Conseil scolaire de district catholique de Toronto. Depuis le début de l'année scolaire, nous avons reçu plus de 100 plaintes au sujet de cette enquête. Les membres de l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman font des entrevues avec des témoins, recueillent des preuves et examinent la documentation. Pour plus de détails sur notre processus d'enquête, cliquez [ici](#).

- [Lisez le communiqué de presse](#)

Secteur parapublic: Cas récents

Nous avons reçu plus de **4 271** plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires depuis que notre droit de surveillance s'est étendu à ces organismes. Nous avons eu **1 058** plaintes sur des conseils scolaires depuis le 1^{er} septembre 2015, et **2 995** plaintes sur des municipalités et **218** sur des universités depuis le 1^{er} janvier 2016. La plupart de ces cas ont été réglés de manière informelle, généralement en acheminant le dossier vers des responsables locaux.

durée indéterminée. Pour lire son mémoire au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, cliquez [ici](#).

Au début de novembre, l'Ombudsman adjointe Barbara Finlay a accueilli les [Ohio Legislative Fellows](#) à notre Bureau et leur a expliqué le rôle et les fonctions de l'Ombudsman de l'Ontario.



Le personnel de l'Ombudsman a parlé de la [première année](#) de notre surveillance sur les conseils scolaires lors de la conférence annuelle de [People for Education](#).

QUOI DE NEUF?



Quoi de neuf dans notre Bureau?

Regardez le [dernier billet de l'Ombudsman](#) sur ses récents discours et rapports, et sur les autres activités de notre équipe.

VOUS VOULEZ TRAVAILLER AVEC NOUS?

Nous sommes à la recherche de gens talentueux qui souhaitent se joindre à nos équipes [d'enquête](#) et de [règlement préventif](#), ainsi que d'un adjoint exécutif d'administration.

Cas récents

Universités

Un étudiant s'est plaint à notre Bureau, alléguant que deux de ses dents avaient été endommagées par un bridge dentaire défectueux posé par la clinique de médecine et de dentisterie de son école. Le personnel de l'Ombudsman ayant communiqué avec cette école, la clinique a examiné le problème et a conclu que le traitement dentaire avait été approprié et n'était pas la cause des dents endommagées. Cependant, l'école a proposé de prendre complètement en charge le coût de réparation du bridge dentaire, à condition que l'étudiant signe une décharge de responsabilité, ce qu'il a refusé de faire. Comme l'étudiant souhaitait entreprendre des poursuites judiciaires, nous lui avons suggéré d'obtenir des conseils juridiques.

Conseils scolaires

Un homme qui travaillait dans une école s'est plaint à notre Bureau après avoir été licencié de son poste. Il était alors en rapport avec la Commission des relations de travail de l'Ontario à propos de son licenciement et de son manque de représentation syndicale. Notre personnel l'a renseigné sur des contacts à faire et lui a suggéré de poursuivre le processus de cette Commission.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte en ligne. ici.](#)

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire?

[Lisez ceci d'abord](#)



RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 505** fans sur [Facebook](#) et **37 523** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte Twitter en français : [@Ont_OmbudsmanFR](#).

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower

Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).